

LA COMMUNICATION DES EXPLOITANTS NUCLÉAIRES EN BELGIQUE ENTRE 1969-1979

UNE DÉCENNIE À DOUBLE VISAGE

Julien Tondeur (historien, CARHOP asbl)

Entre 1969 et 1979, la communication des sociétés investies dans la filière nucléaire en Belgique évolue radicalement. Pendant deux décennies considéré comme une évidence qui ne peut être remise en question, le choix de l'énergie nucléaire comme moyen de production d'électricité est progressivement questionné lors des années 1970. Poussées dans leurs retranchements par les interrogations citoyennes, les sociétés productrices d'électricité en Belgique sont contraintes de justifier leurs décisions. C'est donc par l'angle de la communication déployée par ces sociétés entre 1969 et 1979 que cette analyse tend à interroger les liens entre la démocratie et l'exploitation de l'atome. Comment qualifier la communication de ces sociétés et de quelle manière est-elle organisée ? Quelles en sont les évolutions, les priorités, les réussites et les échecs ? Autant de questions auxquelles cette analyse tente d'apporter des embryons de réponse.

Afin de constituer l'ossature de cette contribution, nous avons recueilli le témoignage de Jeanine Cornet, engagée durant cette période comme consultante en communication pour le compte des sociétés investies dans la filière nucléaire. Qu'elle soit ici remerciée de s'être prêtée au jeu de l'interview¹. Pour étoffer et recouper les souvenirs de notre témoin, parfois parcellaires, de manière bien compréhensible au vu des années évoquées, nous avons tenté de consulter les archives du Forum Nucléaire Belge (asbl regroupant la plupart des sociétés et organismes actifs dans le domaine des applications du nucléaire) qui est déjà actif à cette période. Malheureusement sans résultats. C'est donc dans l'analyse de brochures à destination du public, de journaux d'entreprises et de la presse que des compléments d'informations ont été récoltés.

¹ Les citations utilisées dans cet article, sauf mention contraire, proviennent de : CARHOP, interview de Jeanine CORNET, par Julien TONDEUR, Bruxelles, 13 novembre 2019.

**LE NUCLÉAIRE
ATOMISE-T-IL LA
DÉMOCRATIE ?**
Retours sur une
lutte de 45 ans

Revue n° 11,
Décembre 2019

MOTS - CLÉS

- Communication
- Démocratie
- Nucléaire
- Liste noire

COMITÉ DE LECTURE

Josiane Jacoby
Amélie Roucloux
Julien Tondeur
François Welter
Szymon Zareba

CONTACTS

Éditrice responsable :
Christine Machiels

Coordinateur n° 11 :
Julien Tondeur
julien.tondeur@carhop.be

François Welter
francois.welter@carhop.be

Support technique :
Neil Bouchat
neil.bouchat@carhop.be

Claudio Koch
claudio.koch@carhop.be

www.carhop.be

**Tél : 067/48.58.61
02/514.15.30**

LES ÉLECTRICIENS DÉCIDENT, LES AUTRES SUIVENT

Depuis 1947 et les prémices du développement de l'énergie nucléaire en Belgique, les sociétés investies dans cette filière, principalement les responsables des compagnies productrices d'électricité, « les électriciens » comme les qualifient à l'époque les médias, ont la main². Le débat démocratique entourant le développement du nucléaire étant inexistant, la communication qui l'accompagne peut être décrite, au mieux, comme basique. Lorsqu'en 1953 les industriels³ décident d'implanter à Mol les bâtiments destinés à recevoir les installations du Centre d'Étude de l'Énergie Nucléaire (SCK-CEN), ils estiment important de ne pas « créer une hostilité de la population dès l'origine »⁴. Aussi, dès avant les premiers travaux sur le terrain, ils prennent contact « avec les autorités civiles en la personne du bourgmestre et avec les autorités religieuses en la personne du curé pour leur faire connaître la nature des recherches envisagées »⁵. Lors de ces entretiens, les électriciens présentent ce qui, selon eux, bénéficiera à la région de Mol avec l'implantation du SCK-CEN : l'installation des familles du personnel scientifique d'un statut social élevé, la création de nombreux emplois locaux et la visite de personnalités du monde économique, politique, social et industriel belge et étranger. Ces quelques arguments évoqués au bourgmestre et au curé suffisent apparemment pour entériner l'affaire, le SCK-CEN sera construit à Mol. Un triptyque communication-négociation-décision plutôt expéditif, et une anecdote qui illustre bien le climat de l'époque : les électriciens ne doivent fournir aucun effort pour faire avaliser leurs décisions.

Une communication balbutiante

Cela ne les empêche pas de développer des tentatives de communication vers le grand public. Dès 1954, le Commissaire à l'Énergie Atomique et les Comités Scientifiques et Techniques estiment qu'il serait opportun de créer un organisme distinct « pour diffuser les informations adéquates »⁶. C'est ainsi que voit le jour l'Association Belge pour le développement des applications de l'énergie nucléaire, qui publie régulièrement une revue consacrée aux développements de cette activité. Cette dernière bénéficie d'une diffusion assez large mais peine à intéresser d'autres publics que les milieux scientifiques, industriels et d'enseignement, ce que regrettent les sociétés électriques⁷.

En épluchant les publications d'entreprises de ces sociétés, on constate vite que, pour les années 1960 jusqu'à approximativement 1972-1973, la question du nucléaire semble loin d'être problématique. Par exemple pour l'année 1966, un seul article du journal d'Intercom⁸ évoque la thématique des centrales.

² Voir : TONDEUR J., WELTER Fr., *La Belgique nucléaire : un déni de démocratie ?*, 2018, https://www.carhop.be/images/20190114_Analyse_Nucleaire.pdf

³ Nous avons fait le choix de ne pas pratiquer l'écriture inclusive lorsque nous faisons mention des « électriciens », des « exploitants », des « ingénieurs » ou encore des « industriels, afin de ne pas masquer la réalité : l'immense majorité des postes de pouvoir sont occupés par des hommes. Dans le cas des communicant.e.s, notre témoin principale étant une femme, nous n'appliquons pas cette règle.

⁴ HERMAN H.E., « L'opinion publique face à l'énergie nucléaire en Belgique », GOVAERTS P., JAUMOTTE A., VANDERLINDEN J., (eds.), *Un demi-siècle de nucléaire en Belgique. Témoignages*, Bruxelles, Presses interuniversitaires européennes, 1994, p. 702.

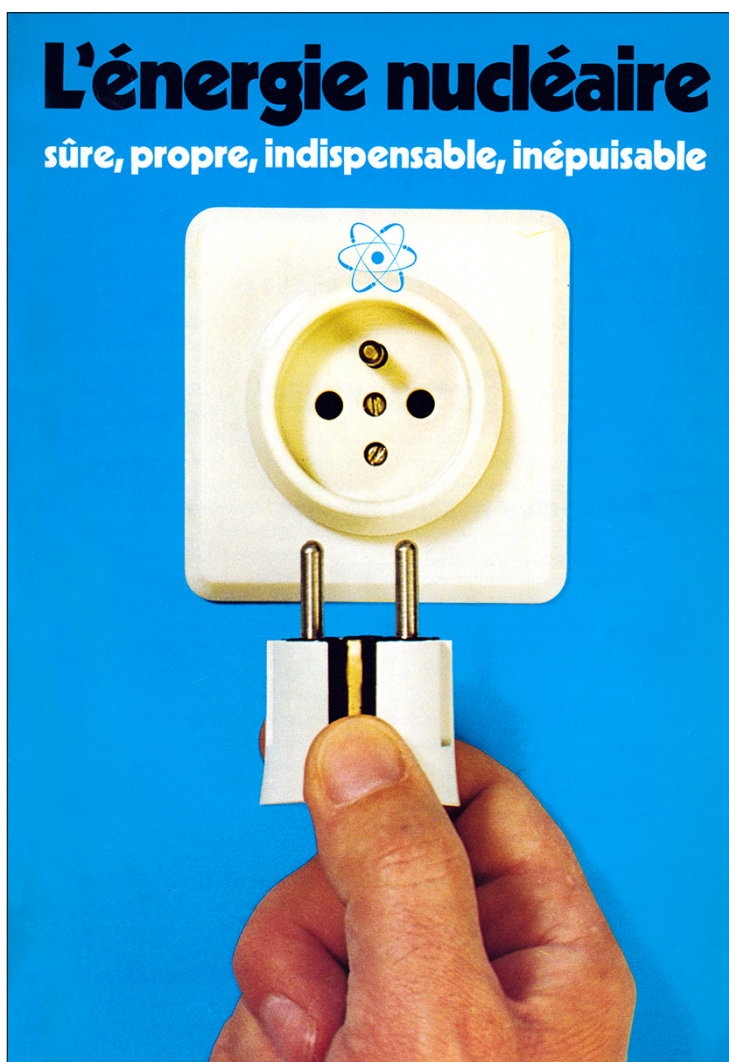
⁵ HERMAN H.E., ..., p. 702.

⁶ HERMAN H.E., ..., p. 703.

⁷ HERMAN H.E., ..., p. 703.

⁸ Importante société productrice d'électricité en Belgique à l'époque.

L'article mentionne la future construction de Tihange. Le ton y est posé ; le discours, scientifique. On expose les plans, le développement de la région, le travail qui va s'y déployer. Jamais l'article n'évoque la question de risques éventuels⁹. L'année 1967 est du même acabit. Seulement deux articles concernent le nucléaire. L'un d'entre eux nous apprend que les électriciens « prévoient d'ici 1973 les centrales de Tihange et de Doel. Pour les années ultérieures, Zeebruges et Nieuport figurent également dans les projets. D'autre part, la Basse Meuse semble offrir encore certaines possibilités également »¹⁰. Dans leurs esprits, aucune objection ne semble pouvoir contrecarrer l'avancée du nucléaire en Belgique. Par ailleurs, la question des risques figure dans la revue pour la première fois en deux ans de publication, et la manière dont elle y est évoquée est exemplative de l'état d'esprit des chefs d'entreprises : « La sécurité nucléaire, qui nécessiterait à elle seule un long exposé, est pleinement assurée par des moyens dont l'importance est simplement à adapter en fonction des règles imposées et des conditions locales. »¹¹ Si la question mérite apparemment à elle seule un « long exposé », on ne le réalise pas pour autant. Quant aux moyens pour y parvenir, ils dépendent « simplement » de la réglementation et des contraintes locales. Si la sécurité n'apparaît pas, dans les discours des exploitants, comme un facteur déterminant de la communication autour du nucléaire, c'est qu'ils ne perçoivent aucune opposition à leurs projets. C'est donc logiquement que l'article est conclu en précisant que « les centrales nucléaires vont rapidement se tailler une large part dans les moyens de production d'énergie électrique en Belgique. L'importance de cette part dépendra de l'évolution de plusieurs facteurs économiques au premier rang desquels figurent le coût d'investissement des centrales nucléaires et le prix des combustibles classiques »¹². Aux yeux des électriciens, seuls les facteurs économiques sont susceptibles d'influer sur le développement du nucléaire.



Page de couverture de la brochure éditée par l'UEEB : *L'énergie nucléaire. Sûre, propre, indispensable, inépuisable*. UEEB, Bruxelles, 1974.

⁹ Electrobél-Intercom, journal d'entreprise, administration centrale, mensuel n° 7, 1966, p. 169.

¹⁰ « Centrales nucléaires de grande puissance », dans *Electrobél-Intercom : journal d'entreprise*, administration centrale, mensuel n° 7-9, 1967, p. 205.

¹¹ « Centrales nucléaires de grande puissance », ..., p. 205.

¹² « Centrales nucléaires de grande puissance », ..., p. 205.

1969-1972 : SUR LA MÊME LANCÉE

Un programme ambitieux

Au tournant des années 1970, le discours n'a pas changé. Dans la revue éditée par l'Union des exploitants électriques en Belgique (UEEB), ce qui taraude les électriciens, le « choix le plus difficile » auquel ils sont confrontés est « sans contredit celui de la répartition de la puissance des centrales entre les diverses énergies primaires. Il ne fait pas seulement appel à l'esprit de géométrie mais aussi et surtout à l'esprit de finesse. »¹³ Tout au plus, « l'industrie électrique espère beaucoup ne pas s'être trompée en établissant un programme assez audacieux de centrales nucléaires »¹⁴. La principale crainte des électriciens est étroitement liée aux sommes colossales qu'ils engagent dans le processus.

C'est le facteur économique qui se montre déterminant dans la volonté d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre sous la bannière du projet nucléaire. Constatant que leurs publications ne sont lues que par quelques initiés, et que pour atteindre le grand public, les médias sont indispensables, les électriciens s'efforcent alors d'obtenir que les chaînes nationales de télévision programment des émissions de vulgarisation. Mais les résultats sont jugés décevants en termes d'impact¹⁵.

C'est à cette période, en 1972, que l'UEEB prend la décision de créer une cellule spéciale d'information au public. À cette occasion, elle contacte le bureau de communication « Information & Entreprise », qui compte dans sa clientèle de grandes sociétés, et dans laquelle travaille Jeanine Cornet, qui y exerce le métier de consultante en communication.

Une foi intense dans le nucléaire

Jeanine Cornet se souvient que la demande initiale des électriciens est plutôt simple. Ils se présentent : « Nous, on est engagé dans le nucléaire, on doit construire des centrales en Belgique et on voudrait quand même que ça se passe bien. Donc comment se faire connaître et par quels moyens faire connaître ce qu'on fait ? ». À l'époque, précise Jeanine Cornet, ils ne perçoivent pas d'éventuels problèmes. Ce qu'ils souhaitent, c'est de « pouvoir faire leur *business* tranquillement, sans trop d'opposition, et continuer à démontrer que c'était le bon choix (la filière nucléaire) pour la Belgique ». Ce qui interpelle immédiatement Jeanine Cornet, c'est le profil des responsables et des ingénieurs qu'elle a pu côtoyer à cette occasion : « j'ai surtout senti une espèce de supériorité et une espèce de non-doute par rapport à la technologie. Une espèce de foi intense sur le fait que le nucléaire ne pouvait pas foirer, ne pouvait ni se tromper ni causer d'accidents ou d'incidents. (...) Rien ne pouvait arriver, tout était magnifique ». Toujours d'après les exploitants, « on était utile à son pays avec une énergie qui était bon marché, qui était à disposition (...) et qui ne causait pas de pollution ».

¹³ Electricité, trimestriel, UEEB, juin 1971, N° 147, Bruxelles, p. 1.

¹⁴ Electricité, trimestriel, UEEB, juin 1969, N° 139, Bruxelles, P. 27.

¹⁵ HERMAN H.E., ..., p. 705.

Information ou propagande ?

L'UUEB souhaite que le bureau de Jeanine Cornet organise une vaste campagne de communication envers les responsables de la presse écrite, qui à l'époque « fait le jour et la nuit. La radio et la télé viennent en appui ». À ce moment se pose la question de l'organisme qui sera l'interlocuteur du bureau de communication et qui va chapeauter cette action. La solution est vite trouvée : « tous les acteurs du nucléaire vont, comme on fait toujours dans ces cas-là, faire une asbl qui s'appelle Le Forum Nucléaire Belge, qui est toujours présente, et qui va mettre ensemble des moyens pour notamment faire des campagnes de communication »¹⁶. Secret de cuisine, nous dit Jeanine Cornet, « c'est une des grandes techniques de manipulation de créer des asbl qui deviennent des porte-paroles pour neutraliser le discours. Et on voit d'ailleurs partout que ce ne sont jamais clairement des individus ou clairement des groupes politiques. Ce sont toujours des associations de "quelque chose" qui s'expriment soi-disant d'une façon beaucoup plus détachée et neutre. Le Forum Nucléaire Belge va servir de paravent ».

Sur la liste noire

L'idée des communicant.e.s est d'inviter un nombre important de journalistes à visiter des installations nucléaires, tant en Belgique que dans les pays voisins, en leur fournissant à cette occasion une documentation fournie. Ces visites doivent durer, selon le cas, entre un et trois jours et permettre aux journalistes de poser aux exploitants leurs questions, d'échanger leurs idées et *in fine* de publier des articles bien documentés¹⁷. Un noyau de 25 journalistes est pressenti, qui représentent tous les journaux et toutes les tendances. Mais rapidement, une question éthique interpelle les communicant.e.s : les dirigeants du Forum Nucléaire leur soumettent une *blacklist*, comprenant les noms des plumes de la presse écrite qu'ils refusent d'inviter, ne les trouvant pas assez accommodants sur le nucléaire. Pour Jeanine Cornet et ses collègues, c'est inacceptable, car dit-elle, « si nous travaillons avec la presse, nous travaillons avec tout le monde et que les gens soient pro-nucléaires ou antinucléaires, c'est leur affaire. Ce qui nous importe, c'est qu'ils arrêtent de raconter des conneries au niveau technique ». La *blacklist* enterrée, les communicant.e.s l'imposent comme condition *sine qua non* pour continuer. Des séminaires de presse sont organisés, parfois plusieurs fois par an. Les journalistes se déplacent en France, en Allemagne, où ils visitent à Asse une mine de sel qui sert de lieu d'enfouissement des déchets à faible radioactivité¹⁸. Lors de ces voyages, les énergies alternatives (géothermie, hydraulique, éolienne, etc.) sont également au programme. Le but poursuivi par ces séminaires est, dans l'esprit des exploitants, de montrer que la seule alternative économiquement et structurellement réalisable en Belgique pour la production d'électricité à grande échelle est nucléaire. Jeanine Cornet se souvient que « les journalistes

¹⁶ Le Forum Nucléaire Belge est fondé le 29 février 1972. Son organisation est conçue comme un réseau de contact entre exploitants, fournisseurs, scientifiques et autorités fédérales. Il regroupe encore aujourd'hui l'ensemble des acteurs liés à la filière nucléaire en Belgique. Pour une analyse de ses récentes campagnes de communication, voir : JOSSEAUX E., *Analyse d'une publicité à caractère scientifique : la campagne du Forum Nucléaire*, Travail de communication scientifique, ULB, 2008-2009. http://www.michelclaessens.net/forum_nucleaire.pdf

¹⁷ HERMAN H.E., ..., p. 705.

¹⁸ À l'époque présenté comme modèle d'enfouissement propre, le site est condamné depuis 2010 par les autorités allemandes qui cherchent une solution pour éviter une contamination large de la région, car des infiltrations d'eau rongent les fûts de stockage des déchets. *Nucléaire : accidents sur les sites d'enfouissement des déchets*, Francetvinfo : https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/nucleaire-accidents-sur-les-sites-d-enfouissement-de-dechets_2145676.html. Site consulté le 10 décembre 2019.

allaient, regardaient, posaient des questions. Ils ont commencé à se former eux-mêmes une culture autour du nucléaire. Mais enfin, c'était quand même la voix de leur maître ». D'ailleurs, c'est le Forum Nucléaire Belge qui prend à sa charge l'ensemble des frais inhérents aux visites. Selon Jeanine Cornet, si la plupart acceptent, quelques journaux participent aux voyages mais les payent de leur poche afin de garantir leur indépendance. C'est le cas de *La Libre Belgique* et de *La Cité* notamment. Le journaliste Gaston Bunnens (*Le Peuple*), « lui par contre venait aux frais de la princesse, mais ça ne l'empêchait pas de taper dessus, puisqu'on l'a imposé vu qu'il était sur la *blacklist* ».

Si la plupart des journalistes n'écrivent pas au vitriol contre l'énergie nucléaire, une poignée d'entre eux dénonce l'opacité qui entoure les décisions qui y sont liées et sa dangerosité. C'est notamment le cas du précité Gaston Bunnens (*Le Peuple*) et de Jos Schoonbroodt (*La Cité*), deux journalistes qui d'après notre interlocutrice, figuraient donc sur la liste noire du Forum Nucléaire Belge. Pour autant, et s'il est évident qu'ils ne les apprécient pas, les électriciens n'en paraissent pas effrayés. Selon Jeanine Cornet, principalement parce qu'ils sont « condescendants vis-à-vis de l'opinion publique ou de quelques "ahuris soixante-huitards" qui s'expriment sur les centrales ». Ils déclarent à propos de Paul Lannoye, l'un des pionniers de l'antinucléaire en Belgique et docteur en astrophysique de l'ULB : « ah oui, c'est un rigolo ! ». Ou encore : « ah Bunnens du *Peuple* est contre nous ? Mais qui lit *Le Peuple* à part encore quelques vieux socialistes ! ». Pourtant, la société change, l'opinion publique et les mouvements citoyens s'emparent progressivement de cette question, et le slogan « Nucléaire, non merci ! » ne va pas tarder à effectuer son apparition.

1973-1979 : LE BASCULEMENT

Critiques et choc pétrolier

En 1973, la contestation antinucléaire en Belgique francophone est encore balbutiante, mais se structure progressivement. Le mouvement Démocratie Nouvelle, fondé la même année par Paul Lannoye, établit les bases de l'écologie politique. Son combat sera repris par la section belge des Amis de la Terre en 1976, tandis qu'une autre organisation créée en 1971, Inter-Environnement, interroge elle-aussi le bien fondé du nucléaire civil¹⁹. Les arguments des antinucléaires percolent, sont visibles et se font entendre. C'est pourquoi en octobre 1973, le choc pétrolier peut de manière légitime être considéré comme une véritable aubaine pour les électriciens. La question de l'indépendance énergétique, qui inquiète tous les gouvernements, relance la donne. Soudain, les exploitants disposent d'un argument de choc afin d'imposer la technologie nucléaire. Ils n'hésitent pas à brandir les risques en cas de perte d'autonomie énergétique : « La Belgique se trouve, sur ce plan énergétique, dans une situation particulièrement préoccupante. Son sol ne contient en effet aucun gisement de pétrole, de gaz naturel ou d'uranium et ses mines de charbon ne peuvent plus assurer qu'une production minimale, conduisant de plus à des coûts qui en font un des charbons les plus chers du monde »²⁰.

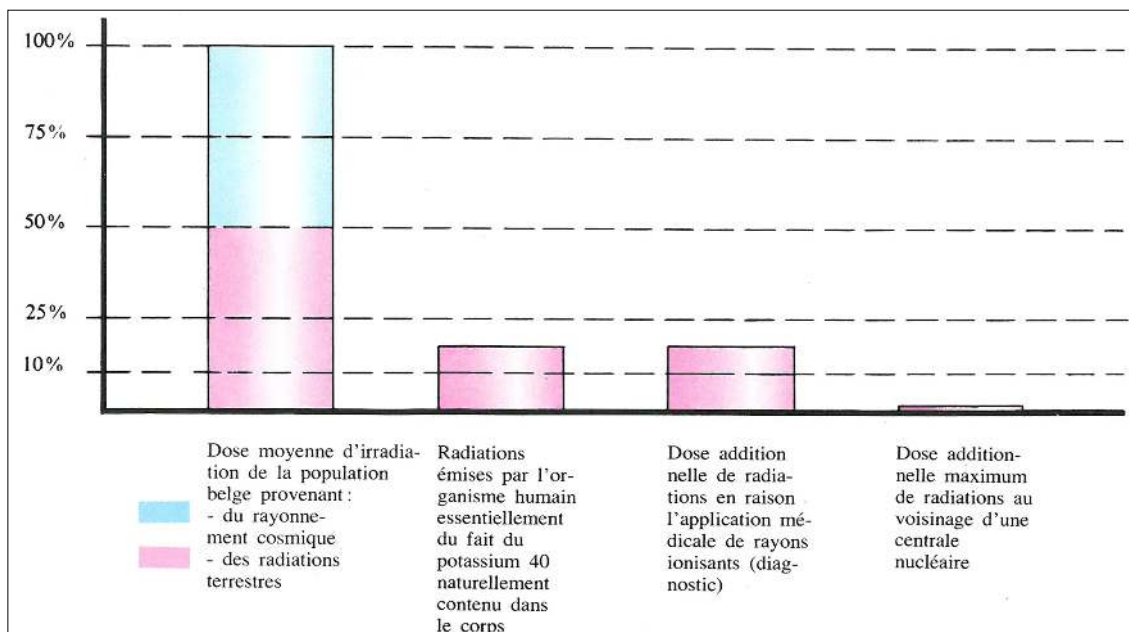
¹⁹ Voir : MOONS A., « Le référendum d'Andenne du 1^{er} octobre 1978 : quand des citoyen.ne.s disent « non » au nucléaire », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 11, décembre 2019.

²⁰ *La politique Énergétique Belge : L'Énergie et l'Électricité en Belgique*. Synthèse Générale, Forum Nucléaire Belge, Bruxelles, septembre 1979, p. 1.

La situation évolue, les arguments aussi

La crise pétrolière ainsi que la contestation grandissante sont deux éléments qui motivent les exploitants à intensifier leur présence médiatique à partir de la fin de l'année 1973. La lecture de leurs diverses publications fait ressortir les éléments principaux sur lesquels s'appuie dorénavant leur communication. L'introduction de la brochure éditée en 1974 par l'UEEB à destination du public donne le ton : « l'ère industrielle s'est développée dans maintes directions sans guère se préoccuper du respect de l'environnement ; il en est résulté des conséquences fâcheuses telles que le bruit, la pollution des eaux et de l'atmosphère et la contamination des denrées alimentaires ; aussi le public en est-il venu à considérer d'un œil toujours plus critique ces diverses atteintes portées à la qualité de la vie, et il a le droit d'être informé sur les conséquences de l'introduction des technologies nouvelles »²¹. Désormais, si les électriciens ont encore les coudées larges, l'heure est à la justification des choix. Le public ne peut plus être ignoré. Par ailleurs, et c'est assez précurseur, les exploitants n'oublient pas de soulever la question du danger d'un réchauffement de l'atmosphère : « Ainsi, même si on ne tenait pas compte du risque d'épuisement des réserves et qu'on accepte un accroissement notable de l'utilisation de combustibles fossiles, il s'ensuivrait une modification de l'atmosphère dont les conséquences pourraient s'avérer très néfastes pour l'environnement »²².

La problématique des radiations n'est pas oubliée, et le public lambda peut apprendre que la dose additionnelle maximale des radiations émises par les centrales nucléaires est plus faible que celles émises par le corps humain. C'est notamment pourquoi, « en se rendant à son travail, en allant faire des achats ou en vacances, une personne s'expose à des doses différentes de radiations naturelles, dont les variations sont plus élevées que la radioactivité additionnelle provenant d'une centrale nucléaire »²³.



Graphique démontrant le peu de danger que représentent les produits de fission radioactifs résultant de l'exploitation de centrales nucléaires. *L'énergie nucléaire. Sûre, propre, indispensable, inépuisable*. UEEB, Bruxelles, 1974, p. 20.

²¹ *L'énergie nucléaire. Sûre, propre, indispensable, inépuisable*. UEEB, Bruxelles, 1974, p. 3.

²² *L'énergie nucléaire. ...*, p. 6.

²³ *L'énergie nucléaire. ...*, p. 20.

Dans le même ordre d'idées, des sujets problématiques sont passés en revue et expliqués du point de vue des exploitants, tels que la sécurité : « le risque (d'une fuite) serait de 1 pour 100 millions mais

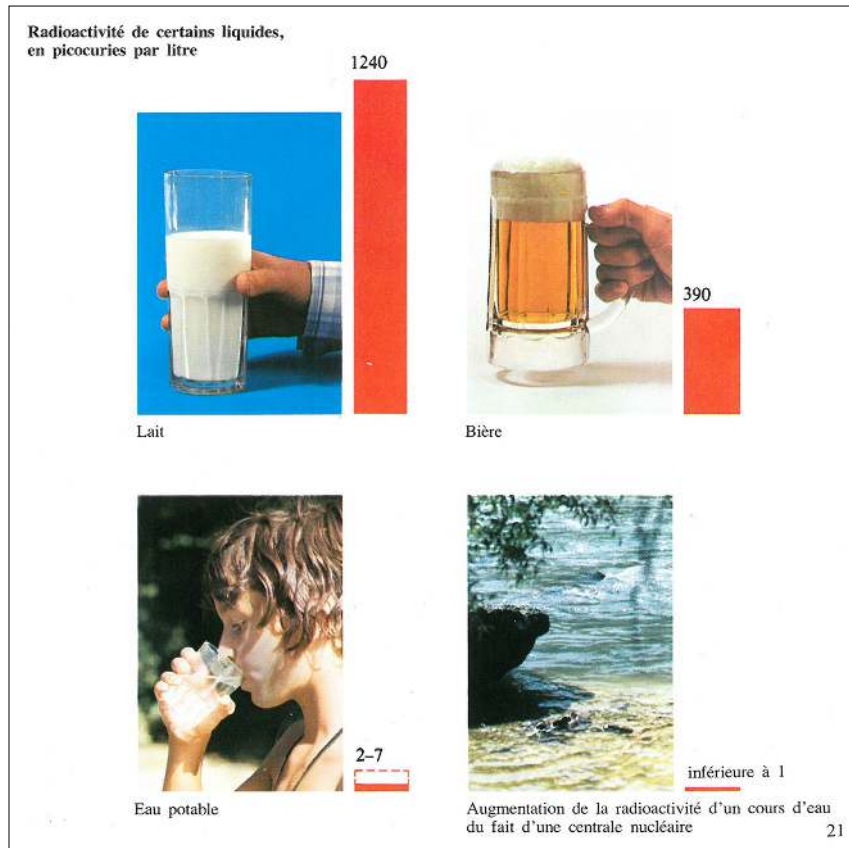


Illustration comparant la radioactivité de certains liquides en regard à celle que l'on retrouve dans un cours d'eau à proximité d'une centrale nucléaire. *L'énergie nucléaire. Sûre, propre, indispensable, inépuisable*. UEEB, Bruxelles, 1974, p. 21.

en réalité il est plus faible encore » ; les déchets : « après réduction de leur volume et enrobage dans des matières inertes telles que le bitume, les déchets sont entreposés sous contrôle » ; le refroidissement des centrales : « le problème des rejets de chaleur peut donc être résolu aujourd'hui déjà au moyen de tours de refroidissement ». En résumé, la solution miracle est à portée de main : « l'énergie nucléaire est la source d'énergie la plus propre, la plus sûre et la plus importante dont nous disposons. Sa mise en œuvre est intervenue à point nommé. À plus long terme, seule l'utilisation des centrales nucléaires à l'échelle mondiale permettra de résoudre à la fois nos problèmes d'énergie et d'environnement »²⁴. Un argument qui, avec la prise de conscience planétaire du problème du

réchauffement, refait surface depuis quelques années dans le chef des partisans de l'énergie atomique. Si la conjoncture économique et politique, ainsi que les inquiétudes de la population amènent les électriciens à communiquer davantage envers la population belge, et les obligent à aborder des éléments auparavant passés sous silence, cela n'ébranle néanmoins pas leur foi en la technologie nucléaire. Il faudra attendre les événements liés à Andenne entre 1977 et 1978 pour constater un nouveau tournant dans la communication développée par les exploitants.

Le cas « Andenne »

Entre 1977 et 1978, la lutte de communication entre les antinucléaires et les électriciens bat son plein. L'objectif des deux parties est de remporter le référendum programmé au 1^{er} octobre 1978 concernant la construction d'une nouvelle centrale sur le territoire d'Andenne²⁵. C'est lors de cette passe d'armes communicationnelle que la demande du Forum Nucléaire auprès de Jeanine Cornet et de ses collègues évolue. Car Intercom « voulait absolument cet emplacement pour faire cette centrale. Et là, il y avait un deal. L'objectif était clair ». Les électriciens investissent toutes leurs forces dans la bataille, car « ils commencent à se faire attaquer à gauche à droite, et ils n'aiment pas ça. Parce qu'ils trouvent qu'il

²⁴ *L'énergie nucléaire...*, p. 30.

²⁵ MOONS A., « Le référendum d'Andenne du 1^{er} octobre 1978 : quand des citoyen.ne.s disent « non » au nucléaire », ...

n'y a pas à attaquer des gens magnifiques et qui font des choses extraordinaires pour leur pays ». Les communicant.e.s importent alors « *Campus America* », une technique venue des États-Unis, dont le principe est simple : de jeunes ingénieurs nucléaires sont sélectionnés dans les différentes sociétés et formés « à être des porte-paroles pour aller dans les débats, pour faire face aux journalistes et au public et ainsi expliquer pourquoi, eux, ils étaient dans le nucléaire et pourquoi ils s'engageaient. ». À chacune des réunions publiques ou des débats organisés autour de cette question à Andenne ou dans la région, « pour éviter la politique de la chaise vide, il y a un de ces ingénieurs qui vient et qui prend la parole ». Pour les préparer, les communicant.e.s leur dispensent un *media training* : « la première chose qu'on leur apprend, c'est de rassembler leur message ». Avec les médias, nous dit Jeanine Cornet, vous n'avez le temps que de développer deux ou trois éléments, « suivant le principe de l'argumentation : le fait, l'illustration, l'explication ». Viennent ensuite les questions plus délicates pour les ingénieurs, « sur les déchets, sur l'argent, sur la collusion avec les politiques, etc. Pour ces matières, soit ils avaient une ligne qui venait de l'entreprise et qui était de dire : "la réponse, c'est ça" et ils se démerdaient avec cela ; soit, ils n'en avaient pas et là, ils s'avançaient plus à titre personnel ». Lors de séminaires ou de débats, le choix de la filière Pressurized Water Reactor (PWR)²⁶ est mis en avant, « en disant que la sécurité, c'est la fameuse double enceinte qui fait partie des réacteurs nucléaires PWR. (...) Que tout cela est superbement maîtrisé. Rien ne peut arriver »²⁷.

Le but poursuivi par les communicant.e.s lors de ces débats est d'humaniser les ingénieurs nucléaires. Jeanine Cornet se souvient en tout cas de « soirées absolument étonnantes où, comme après un match de boxe, les opposants venaient et disaient : "On ne partage pas la même idée mais chapeau pour votre courage" ». Car certaines de ces soirées sont pour le moins mouvementées, « surtout pour des gens (les ingénieurs) qui sont habitués à des lieux feutrés, ça a été des soirées dont ils se souviennent. Cela n'a certainement pas changé l'opinion mais ça a permis de dire, à un moment donné : "Écoutez je suis comme vous, j'ai des enfants comme vous, je ne suis pas un assassin parce que je travaille dans le secteur nucléaire" ». Notre témoin souligne néanmoins l'avantage qu'il y a eu à travailler avec la jeune génération, car ils ne sont « pas encore complètement formatés, (et sont) ouverts sur la société ». Selon elle, « si on avait mis les vieux bonzes de cinquante et soixante ans qui dirigeaient les sociétés, là, ça devenait insupportable. Et ça l'était d'ailleurs parce qu'ils continuaient, eux, à avoir un ton et un discours extrêmement condescendant. L'air de dire : "vous ne pouvez pas comprendre, laissez-nous faire !" Et puis, les tuiles leur sont tombées sur la tête ».

Les moyens engagés sont pourtant à hauteur de l'enjeu pour les électriciens. Si le bureau de communication forme les ingénieurs au *media training*, le Forum Nucléaire et Intercom ne s'en contentent pas. Ils financent des campagnes de publicité par affiches, dans les boîtes aux lettres, dans les grands médias papiers et télévisuels, ils organisent des conférences dans les écoles. Un centre mobile d'information est présent durant le mois d'août 1978 dans la région d'Andenne et insiste sur les avantages de l'énergie nucléaire²⁸. Intercom, par la voix de son directeur, va jusqu'à décrédibiliser

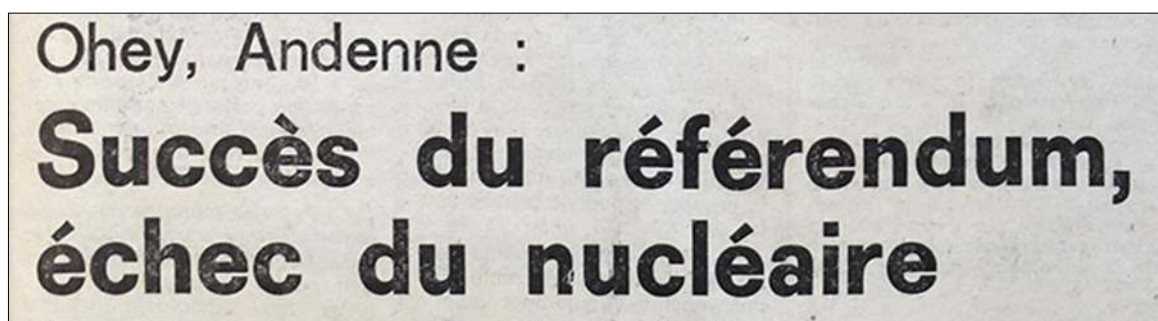
²⁶ Réacteur à eau sous pression. Le système à eau sous pression est le système appliqué aux centrales belges, car importé de la technologie américaine qui est à la base du développement nucléaire en Belgique. Voir : TONDEUR J., WELTER Fr., *La Belgique nucléaire : un déni de démocratie ? ...*

²⁷ Si l'incident de Three-Miles Island en 1979 viendra remettre en question cette assurance, à l'époque, les exploitants nucléaires promettent que cette double enceinte assure une sécurité infaillible.

²⁸ « Andenne – le référendum du 1^{er} octobre 1978 », *Electrobel-Intercom : journal d'entreprise*, n°8-9, 1978, p. 244.

la consultation populaire, signifiant par la même occasion son mépris du choix démocratique citoyen. En septembre 1978, il appelle les citoyen.ne.s à s'abstenir de voter, estimant que la valeur légale ou juridique de cette consultation est nulle, et que le nucléaire étant une question d'intérêt national, elle doit être tranchée par le Parlement²⁹.

Malgré tous ces moyens, le 1^{er} octobre, la victoire est totale pour les opposant.e.s au nucléaire : respectivement 83,97 % des habitant.e.s d'Andenne et 89,97 % des habitant.e.s d'Ohey se prononcent contre la construction de la centrale³⁰. Jeanine Cornet se rappelle que cet événement « a été une première claque ! Ils se sont rendus compte, à ce moment-là, que c'en était fini de décider de tout, même si le gouvernement, toujours courageux, se cachait derrière eux. Ce n'était plus la même ambiance ».



Première page du journal *La Cité* du 2 octobre. *La Cité*, lundi 2 octobre 1978 », 28^e année, N° 229, p. 1.

L'amertume d'une défaite

La lecture d'une synthèse générale de la situation de l'énergie en Belgique, éditée par le Forum Nucléaire en 1979, laisse transparaître le sentiment amer des électriciens. Après un exposé relatif à la faiblesse des risques dans l'exploitation nucléaire, un chapitre entier de la revue, intitulé « Information – Déformation », est consacré aux antinucléaires. Et les propos sont sans équivoques : « Malgré tout cela (la faiblesse des risques), des mouvements d'opposition particulièrement tapageurs se manifestent contre les centrales nucléaires et tout ce qui s'y rapporte. Il y aurait là de quoi s'étonner si on ne savait, de la bouche même de certains opposants, que l'objectif visé par leurs mouvements n'est pas du tout la santé des populations mais bien un renversement de notre système politique³¹. Pour atteindre cet objectif politique, il est indispensable de provoquer d'abord l'écroulement économique du pays et comme l'élimination de l'énergie nucléaire y contribuerait puissamment, une campagne psychologique bien orchestrée sur ce sujet s'imposait »³². Plus guère question d'évoquer maintenant des « ahuris soixante-huitards », l'heure est grave. Ce qui semble menacer le Forum Nucléaire, et plus largement la Belgique, c'est une tentative de déstabilisation de l'État. Et cette entreprise continue grâce au soutien de « quelques moyens d'information » soigneusement orientés. Il est donc essentiel que les responsables des décisions en matière énergétique soient bien conscients de cette situation afin qu'ils

²⁹ « Andenne – le référendum du 1^{er} octobre 1978 » *op. cit.*, p. 243.

³⁰ LAMBERT G., « Ohey, Andenne : Succès du référendum, échec du nucléaire », *La Cité*, lundi 2 octobre 1978, 28^e année, N° 229, p. 1.

³¹ Souligné dans le texte.

³² *La politique Énergétique Belge* : ..., p. 21.

puissent, en toute indépendance, fixer leur choix en se basant sur la réalité des faits »³³. Sans pouvoir l'affirmer, il est possible de supposer que les « quelques vieux socialistes » sont ici visés, ainsi que les autres journalistes qui figurent sur la liste noire. Quant à l'État, le Forum Nucléaire précise qu'il doit s'en tenir à la « réalité des faits » pour effectuer ses choix en toute indépendance, tout en ne spécifiant pas à quelle réalité il fait allusion.

EN GUISE DE CONCLUSION

Pendant un peu plus de deux décennies, le choix de l'énergie nucléaire comme moyen de production d'électricité est considéré comme une évidence qui ne peut être remise en question. La communication des exploitants reflète cette vision des choses. Par contre, la période comprise entre 1969 et 1979 la voit évoluer radicalement, en deux temps.

Une première étape voit les électriciens augmenter et améliorer leur présence médiatique, faire appel à l'aide de professionnels pour négocier leurs relations avec la presse et adapter leur discours pour répondre aux interrogations plus fréquentes de la population. Ils ne semblent pour autant pas s'inquiéter de l'émergence d'une possible contestation. Du moins n'envisagent-ils pas que cette contestation puisse contrecarrer leurs plans. Dans un second temps, parce que la crise pétrolière leur offre une belle carte à jouer et qu'ils sentent le vent de la contestation souffler dans leur dos, les exploitants intensifient ensuite leur présence médiatique. Poussées dans leurs retranchements par les interrogations citoyennes, les mouvements sociaux et par une partie de la presse, les sociétés productrices d'électricité en Belgique sont contraintes de justifier leurs décisions. Il n'est plus envisageable de tranquilliser la population d'un village quant à la présence d'un bâtiment lié à l'exploitation nucléaire en se contentant d'obtenir l'accord du bourgmestre et du curé local. Le climax de ce basculement intervient lors des événements d'Andenne. Dans des réunions publiques, les ingénieurs électriciens doivent affronter une foule parfois hostile et répondre à des questions récurrentes et précises concernant la sécurité, les risques potentiels, les accords passés avec le monde politique. Journalistes et citoyen.ne.s se sont forgé.e.s leur propre opinion et ne s'en laissent plus conter.

Si la priorité des exploitants en termes de communication est de pouvoir continuer à développer l'énergie nucléaire sans avoir à affronter une opposition, la réussite des premières années (la Belgique est notamment devenue un des pays dont la part du nucléaire était parmi les plus importantes avec 60% environ de la production d'énergie) ne peut occulter l'échec de 1978. Ce dernier laissera des traces, car autour d'Andenne se cristallise le rapport de force entre l'opinion publique et la décision unilatérale des électriciens. Le succès des antinucléaires lors du référendum, suivi de l'accident de Three-Miles Island en 1979 aux États-Unis et surtout la catastrophe de Tchernobyl en 1986 vont geler les plans de développement des sociétés électriques.

Selon Jeanine Cornet, pour expliquer le fait que la contestation émerge lors de la décennie comprise entre 1969 et 1979, on ne peut écarter l'impact de mai 1968, car « les gens se sont exprimés, les gens ont pris l'habitude d'intervenir. Il n'y a plus cette espèce de fascination face au pouvoir. On questionne et on questionne de plus en plus ». Finalement, ce qui ressort à la lumière de la communication déployée

³³ *La politique Énergétique Belge : ...*, p. 22.

par les sociétés impliquées dans le développement de l'énergie nucléaire, c'est que, si démocratie il y a eu, elle a plutôt été amenée par les mouvements antinucléaires et les citoyen.ne.s. Ce sont leurs questions, leurs interpellations et leurs mobilisations qui ont imposé la tenue d'un débat démocratique de société sur une question qui, jusque-là, restait confinée dans les arcanes du pouvoir économique et politique.

POUR CITER CET ARTICLE

TONDEUR J. « La communication des exploitants nucléaires en Belgique entre 1969-1979. Une décennie à double visage », *Dynamiques. Histoire sociale en revue*, n° 11, Décembre 2019, mis en ligne le 18 décembre 2019.

URL : <http://www.carhop.be/>